est actuellement à l'étude. On peut donc espérer qu'elle allégera les critères d'obtention des visas de sortie.

Le député a fait état de sa vive inquiétude devant l'antisémitisme qui perdure en Union soviétique. Plusieurs facteurs culturels et historiques expliquent ce phénomène. La triste réalité, c'est que l'antisémitisme reste bien vivant dans la société soviétique.

• (1730)

Le gouvernement du Canada le constate et remarque également, avec regret, que, bien que les seuils d'émigration pour les juifs soviétiques aient récemment été considérablement relevés, il y a encore de nombreuses familles *refusnik* qui attendent la permission de quitter l'URSS. Parmi ces familles, on compte le cas particulier du Dr Stonov auquel le député a à nouveau fait allusion aujourd'hui.

Je voudrais assurer au député, par votre intermédiaire monsieur le Président, que le gouvernement du Canada continuera à faire pression sur les autorités soviétiques pour les cas qui restent à résoudre. C'est ce que nous avons fait. Nous avons obtenu de très bons résultats.

En particulier, je devrais informer à la Chambre qu'un haut fonctionnaire du ministère des Affaires extérieures s'est entretenu récemment avec Natalia Stonov, la femme du Dr. Stonov. Elle a remis au représentant de notre gouvernement une pétition concernant le statut de son mari qui était adressée aux autorités soviétiques. On a assuré à M^{me} Stonov que la pétition serait transmise par nos soins aux autorités soviétiques concernées, à savoir par l'intermédiaire de l'ambassade du Canada à Moscou.

Notre ambassadeur, conformément à la position du gouvernement Mulroney sur ces questions, continue assidûment de suivre ces affaires en leur accordant la priorité que, à notre avis, elles méritent sans le moindre doute.

LES PÊCHES

M. David D. Stupich (Nanaïmo—Cowichan): Monsieur le Président, comme en fait foi la page 4810 du *hansard* du 18 octobre dernier, l'ancien ministre des Pêches, parlant au nom du gouvernement fédéral, a affirmé qu'il peut s'assurer que les 10 à 20 p. 100 d'exportations directes de saumon et de hareng soient fonction de nos

besoins en matière de conservation et de gestion des stocks.

Le 22 février 1990, le ministre du Commerce extérieur—pas le ministre des Pêches—a annoncé une entente avec les États-Unis au sujet du rapport du groupe spécial binational qui a conclu que, sans préjudice à sa gestion des stocks, le Canada peut laisser les États-Unis avoir accès direct à 10 à 20 p. 100 de son saumon et de son hareng pris le long de la côte de la Colombie-Britannique. Apparemment, seuls les ministres du gouvernement fédéral croient de telles sottises.

Il y a quelques points qui pourraient être soulevés dans le cadre de ces discussions.

Premièrement, l'accord conclu entre le Canada et les États-Unis permettra l'exportation directe de 20 p. 100 du saumon et du hareng pêché au cours de la première année de l'accord de quatre ans. Cette proportion augmentera de 1991 à 1993 pour atteindre 25 p. 100.

Selon Carla Hills, représentante au commerce des États-Unis, cet accord n'est qu'une entente provisoire. D'après les Américains, la question n'est pas réglée. Il se pourrait bien que le Canada, en dépassant les limites que recommandait le groupe binational établi aux termes de l'Accord de libre-échange, ait fourni aux États-Unis le précédent dont ils avaient besoin pour avoir accès à notre saumon et à notre hareng.

Deuxièmement, il ne faut pas oublier que les États-Unis prétendaient le printemps dernier que les exigences relatives au débarquement des prises limiteraient leur accès au saumon et au hareng. Le «règlement régissant le débarquement des prises au large» en vigueur depuis le 22 février n'a fait qu'élargir l'application du règlement régissant le débarquement des prises sur le littoral aux installations situées au large.

Troisièmement, le 14 juin 1989, l'ancien ministre a dit à la Chambre, comme il est noté à la page 3014 du *hansard*, que l'imposition du nouveau règlement régissant le débarquement des prises n'entraînerait probablement pas de pertes d'emploi. Il semble que le ministre n'ait pas pris connaissance des évaluations effectuées par et pour son ministère.

Dans un document explicatif d'avril 1989 portant sur les exigences en matière de débarquement de prises, on pouvait lire ceci: «La révocation des restrictions à l'exportation pourrait entraîner l'exportation d'une grande quantité de poisson non transformé. Les approvisionne-